

# Discours d'ouverture de la conférence régionale CARIBSAN

13 juin 2023

Luc CLÉMENTÉ, maire de Schoelcher	2
Éric TARDIEU, secrétaire général du RIOB	4
Roland DUBERTRAND, ambassadeur chargé de la coopération régionale dans la zone Atlantique	7
Louis Patrick HILL, président du conseil d'administration de la DOWASCO	9
Ricardo LIMIAS DÍAZ, directeur général chargé du développement des infrastructures de l'INRH de Cuba	11
Sylvie GUSTAVE-DIT-DUFLO, présidente de l'Office Français de la Biodiversité, vice-présidente de la Région Guadeloupe	14
Pauline ANTOINE-PROSPERE, secrétaire d'État auprès du Ministre de l'éducation, du développement durable, de l'innovation, des sciences, de la technologie et de la formation de Sainte-Lucie	16
Lucien SALIBER, président de l'Office de l'Eau de la Martinique et de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de la Martinique	20
Bérangère COUILLARD, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	25
Discours de clôture de Lucien SALIBER	29



**Luc CLÉMENTÉ**  
Maire de Schoelcher

Madame la Secrétaire d'Etat à l'écologie,  
Mesdames, Messieurs les élus de la Caraïbes,  
Monsieur le Député,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de Martinique,  
Monsieur le Président du Conseil Exécutif,  
Monsieur le Préfet,  
Mesdames, Messieurs les élus,  
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités,  
Au nom de la Ville de Schoelcher, je suis heureux de vous dire à tous :  
Bienvenue, welcome, bienvenidos, nou kontan wè zot !

Nous sommes très heureux de vous accueillir pour cette conférence régionale CARIBSAN **qui traite d'un sujet hautement stratégique et prioritaire pour nos territoires insulaires : l'assainissement.**

Dans l'inconscient collectif, Bahamas, Sainte-Lucie, République Dominicaine, les îles Caïman, Martinique, Saint-Barthélémy, et tous les autres territoires qui sont présents ou représentés dans cette assemblée, à l'énoncé de leur nom, inspirent au rêve, à la villégiature et à la douceur de vivre.

Une certaine qualité de vie qui s'appuie sur **un environnement et des écosystèmes dont la richesse et l'exubérance en font de vrais atouts concurrentiels dans cette mondialisation hyper-compétitive.**

Nous avons su valoriser ces éléments de différenciation notamment dans le développement de l'industrie touristique ; et ainsi créer de la valeur

ajoutée pour nos pays en attirant les touristes de séjour, d'affaires et autres plaisanciers.

Aujourd'hui le constat qui s'impose à nous est que ce modèle de développement n'est plus durable ; tant dans une logique de préservation du cadre de vie de nos administrés, que dans une perspective de maintien voire d'accroissement des retombées du tourisme.

Nos environnements, qui pour nombre d'entre eux, disposent de réserves mondiales de biodiversité ne peuvent plus supporter les externalités qui découlent des modèles jusqu'alors retenus.

### **Il nous faut changer de paradigme !**

En ma qualité de maire de la Ville de Schoelcher et Président de l'Agglomération Centre, c'est-à-dire à l'échelon local, je m'y attèle.

Et je crois, je dirais même que je suis intimement convaincu, que cette conférence régionale, avec la qualité de celles et ceux qui vont y apporter leurs contributions, constitue **l'espace idéal pour poser les bases de cette nouvelle vision.**

Aussi, je vous souhaite de bons travaux..... tout en vous invitant à réserver un peu de temps pour découvrir les nombreuses richesses que notre commune peut vous offrir.

Je vous remercie pour votre attention.



**Éric TARDIEU**  
**Secrétaire Général du Réseau**  
**International des Organisations de**  
**Bassin**

Madame la Ministre,  
Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Chers amis de la Martinique et de la Caraïbe,

Je voudrais commencer tout simplement par remercier l'Office de l'Eau de la Martinique qui nous accueille aujourd'hui, mais aussi tous les partenaires du projet CARIBSAN, pour votre invitation à participer à cette conférence finale du projet, en mon nom ainsi qu'au nom de M. Nizar Baraka, ministre de l'équipement et de l'eau du royaume du Maroc, actuel président du Réseau International des Organismes de Bassin.

Nous vivons au plan international **un moment de prise ou de reprise de conscience de l'importance de l'eau pour toutes les activités humaines**, et de l'importance de la coopération entre tous pour améliorer la situation.

C'est pourquoi il est très bienvenu, trois mois après les travaux de la conférence des Nations Unies sur l'eau qui s'est tenue à New-York fin mars, il est très bienvenu donc qu'une conférence comme celle d'aujourd'hui, et qu'un projet comme CARIBSAN, puissent montrer et démontrer concrètement que des solutions se mettent en place pour répondre aux enjeux de l'eau, grâce à la coopération entre scientifiques et praticiens, grâce à une coopération régionale, ici caribéenne.

Le RIOB a suivi avec attention les travaux de CARIBSAN, parce qu'ils apportent **une contribution parfaitement cohérente avec l'ambition de**

**la gestion intégrée des ressources en eau par bassin**, principalement sur deux aspects.

Le premier c'est tout simplement que les résultats de CARIBSAN apportent **des solutions pour améliorer la gestion qualitative des ressources en eau et des milieux aquatiques dans des contextes tropicaux** : puisque lutter localement contre la pollution issue des eaux résiduaires domestiques, c'est améliorer la qualité globale des rivières à l'échelle naturelle du bassin, et préserver les milieux aquatiques.

Le second intérêt c'est **la démonstration concrète de la pertinence des solutions fondées sur la nature**. Or il s'agit d'une priorité d'action du RIOB.

Depuis 2021 en effet, nous avons lancé, en lien avec l'OiEau évidemment, mais aussi avec The Nature Conservancy et le Conseil mondial de l'eau, une initiative internationale autour de l'affirmation suivante : **« Il n'y a pas de sécurité écologique sans sécurité hydrique, et il n'y a pas de sécurité hydrique sans sécurité écologique. »** L'initiative a une double ambition.

Celle, d'abord, de favoriser une **convergence accrue entre politiques publiques**, celles qui traitent de la gestion de l'eau d'un côté, et de l'autre celles qui portent sur la préservation de la nature. C'est un choix qu'ont enclenché des pays comme la France, notamment avec la création de l'Office Français pour la Biodiversité, qui réunit désormais opérationnellement ces deux champs d'action publique : l'eau et la nature. C'est le sens aussi des « comités de l'eau et de la biodiversité » installés dans les territoires ultramarins.

L'initiative sécurité hydrique et sécurité écologique est soutenue par plus d'une centaine de grands acteurs à l'échelle internationale, et je ne verrais que des avantages à ce que des acteurs caribéens rejoignent cette ambition et signent la déclaration de soutien, que vous trouverez facilement sur notre site internet, en français, en anglais et en espagnol : c'est un appel que je vous lance aujourd'hui, afin que ce message soit porté plus haut, et que puisse être mobilisés davantage d'attention politique, et des financements supplémentaires pour cette ambition.

Les solutions techniques concrètes développées au sein du projet CARIBSAN viendront facilement illustrer cet engagement. Aussi je vous propose que nous soyons **très actifs à l'avenir pour présenter les résultats obtenus**, et d'ailleurs pas seulement au plan technique (sur la



du procédé), mais aussi au plan économique (sur son coût) de même qu'**au plan de son intégration dans l'aménagement des territoires et de son acceptation par les populations.**

C'est pourquoi je voudrais conclure mon court propos sur deux invitations, à l'horizon de 2024.

La première est de **diffuser les résultats de CARIBSAN lors du prochain Forum mondial de l'eau** qui se tiendra à Bali en mai 2024. Le RIOB se voit confier la coordination du segment politique dédié à la gestion par bassin et nous reviendrons vers vous tous avec davantage d'information dans les mois qui viennent. J'en profite pour mentionner un projet que nous avons en tête depuis longtemps : **la création d'un réseau international des îles bassins.** Je crois que la Caraïbe pourrait jouer un rôle moteur dans une telle initiative, et je serais très heureux de reprendre cette discussion dès aujourd'hui si vous le souhaitez.

Deuxième invitation pour 2024 : participez à la prochaine Assemblée générale du RIOB, qui aura lieu à Bordeaux en octobre 2024, la France reprenant la présidence du réseau à l'occasion de son trentième anniversaire, et nous aurons l'occasion, Madame la Ministre, d'en reparler dans les prochains mois si vous le voulez bien, puisque 2024 est aussi l'année de célébration des 60 ans de la loi française de 1964 qui a instauré la gestion par bassin en France.

Je renouvelle tous mes vœux de plein succès et de plein rayonnement au projet CARIBSAN, et je vous souhaite pour aujourd'hui une excellente et fructueuse conférence !



## **Roland DUBERTRAND** **Ambassadeur chargé de la** **Coopération Régionale dans la Zone** **Atlantique**

Mesdames et messieurs,  
Chers participants,

Je suis extrêmement heureux, aujourd'hui, de pouvoir inaugurer à distance, en tant qu'ambassadeur chargé de la coopération régionale dans la zone Atlantique, cette conférence régionale CARIBSAN qui se tient en Martinique.

Le projet CARIBSAN est un projet Interreg Caraïbes, porté par les Offices de l'Eau de la Martinique et de la Guadeloupe et l'AFD, et je voudrais leur rendre hommage d'abord pour leur implication dans ce projet important, comme je voudrais rendre hommage à l'Union Européenne pour son soutien. Le programme Interreg est une clé, un soutien crucial pour la coopération régionale des collectivités françaises des Amériques.

C'est un projet extrêmement innovant et intéressant, qui permet de travailler sur la gestion des eaux usées dans la région par un processus naturel, avec une plante appelée *Heliconia* ou « oiseau de paradis ». C'est extrêmement innovant parce que c'est **un procédé de filtrage qui permet de s'adapter aux conditions naturelles de la Caraïbe** alors que le problème majeur, c'est que 60% des habitants de la région n'ont pas accès à des installations, en ce qui concerne l'eau, qui soient fiables, et qu'une grande partie des eaux usées ne sont pas traitées, là aussi pratiquement 70%, mais reversées dans les milieux naturels, avec une atteinte à l'environnement, et en particulier à la mer des Caraïbes. C'est avec la convention de Carthagène, dont la France fait partie, qu'elle est d'ailleurs

en train de traiter **ce problème des eaux usées comme un problème prioritaire.**

Je voudrais souhaiter d'abord un bon courage aux acteurs du projet, leur faire part de tous mes encouragements et des encouragements de l'État parce que les autorités françaises sont totalement engagées dans cette démarche de coopération régionale et celles qui sont menées par les collectivités françaises des Amériques, grâce notamment au programme Interreg Caraïbes. Nous parlons aujourd'hui d'une phase 1 de ce projet CARIBSAN ; il y a eu des sites pilotes qui ont été choisis, notamment à Cuba, à la Dominique et à Sainte-Lucie, et nous voyons bien qu'il va falloir encore développer ce projet pour pouvoir arriver à un traitement satisfaisant, par des moyens naturels, des eaux usées dans la Caraïbe, mais c'est un projet, je pense, important pour la coopération régionale, cette coopération régionale que nous avons célébrée, d'ailleurs, durant la conférence de coopération régionale Antilles-Guyane qui s'est tenue en Guadeloupe au début du mois de mars.

Je vous redis, de nouveau, tous mes encouragements et tous les encouragements des autorités françaises, en particulier au Ministère des Affaires Étrangères et de l'Europe, et au Ministère chargé des Outremer.

J'espère que vos travaux seront fructueux, pour que CARIBSAN connaisse également des étapes nouvelles.

Je vous remercie.





**Louis Patrick HILL**  
**Président du conseil d'administration**  
**de la DOWASCO**

Mesdames et Messieurs,  
Mme Bérangère Couillard,  
Et toutes les autres personnes distinguées qui sont ici, représentant  
diverses îles des Caraïbes,  
Bonjour,

Je représente ici la DOWASCO, et au nom de notre ministre, M. Fidel Grant, de notre directeur général, M. Bernard Ettinoffe, et du conseil d'administration que je préside, je souhaite exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude à CARIBSAN, et à l'Union européenne en général, pour l'assistance technique apportée à la Dominique et aux autres îles qui participent à cette nouvelle initiative de traitement des eaux usées.

Hier soir, je discutais avec un ami qui est ici aujourd'hui, et il a fait une observation que je veux répéter ; il m'a dit que la France a été un bien meilleur parent pour ses enfants et ses colonies que ne l'ont été les autres pays européens. Et je pense que cela reflète bien la façon dont la France a créé des infrastructures importantes dans les îles de la Martinique et de la Guadeloupe, qui sont enviées par une grande partie des îles des Caraïbes, comme la Dominique, qui se trouve juste au milieu de ces deux îles. Si vous vous rendez en Martinique et en Guadeloupe, vous constaterez une différence considérable dans les infrastructures, la fourniture de services, les soins de santé et l'éducation, entre autres.

Permettez-moi, alors, de féliciter le gouvernement français et le peuple français, pour votre générosité envers nous, le peuple dominicain, et pour

initiative qui correspond à l'essence même de la Dominique. En Dominique, nous décrivons toujours cette île comme l'île naturelle des Caraïbes. Cette île magnifique nous a été accordée comme un paradis. **Mais ce que nous en faisons, la façon dont nous traitons les ressources naturelles dont nous disposons, la façon dont nous traitons les déchets que nous produisons, est d'une grande importance pour les générations futures, pour le monde et pour cette région. Cette initiative, qui vise à utiliser une approche fondée sur la nature, est donc tout à fait conforme à ce que l'île naturelle de la Dominique devrait faire.** Nous sommes donc heureux de participer à cette initiative et nous nous réjouissons de poursuivre notre coopération avec CARIBSAN et toutes les autres îles de la Caraïbe, alors que nous cherchons à créer **une région plus saine, plus résiliente et un endroit où les gens sont en bonne santé, peuvent s'épanouir et ont une bonne qualité de vie, sur la base d'une politique publique qui répond aux besoins des gens et pas seulement à ceux des entreprises d'extraction.**

Alors, merci. C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui et j'attends avec impatience les discussions des tables rondes.

Je vous remercie.



**Ricardo LIMIAS DÍAZ**  
**Directeur Général chargé du**  
**Développement des Infrastructures**  
**de l'INRH de Cuba**

Mme Bérangère Couillard, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie en France,  
Mme Pauline Antoine-Prospère, Ministre d'Etat au Ministère de l'Education,  
du Développement Durable, de l'Innovation, de la Science, de la  
Technologie et de la Formation de Sainte-Lucie,  
M. Roland Dubertrand, Ambassadeur chargé de la coopération régionale  
dans la zone Atlantique,  
Monsieur Luc Clémenté, Maire de Schoëlcher,  
Mesdames et messieurs les représentants d'organisations internationales  
et d'institutions du secteur de l'eau et de l'assainissement dans la Caraïbe,  
Mesdames et messieurs les représentants des pays partenaires de  
CARIBSAN,  
Au nom de l'Institut National des Ressources en Eau de Cuba (INRH), je  
vous remercie pour l'aimable invitation de l'Office de l'Eau de la Martinique  
à participer à cet événement de diffusion des premiers résultats de la 1ère  
phase du projet CARIBSAN et pour votre bonne gestion du projet. Je  
remercie les institutions qui financent le projet et permettent sa mise en  
œuvre, telles que l'Union Européenne, l'Agence Française de  
Développement et les Offices de l'Eau de Guadeloupe et de Martinique,  
ainsi que l'Office International de l'Eau et l'Institut National de Recherche  
pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement. Je saisis également  
cette occasion pour remercier les partenaires et les autres institutions  
chargées de l'eau et de l'assainissement dans la région de nous avoir  
permis de participer à cette **collaboration commune et nécessaire, qui**

## **renforce l'intégration caribéenne.**

De même, je suis reconnaissant de la participation de différentes institutions cubaines à cette conférence, composée de représentants de la délégation de l'INRH à La Havane, de l'Entreprise de recherche et de projets hydrauliques de La Havane et du Centre de recherche hydraulique de l'Université technologique de La Havane, des Eaux de La Havane et du Jardin botanique national, ce qui témoigne de l'intégration avec laquelle nous travaillons à Cuba.

L'INRH est l'organe de l'administration centrale de l'État cubain qui régit l'eau terrestre. Il a pour mission de proposer des politiques pour sa gestion et, une fois approuvées par le gouvernement, il est responsable de leur mise en œuvre et de leur respect. Dans ce contexte, il contrôle le patrimoine hydraulique, l'utilisation efficace de l'eau et sa qualité, ainsi que la réglementation des services publics d'eau potable, d'assainissement sanitaire et d'évacuation des eaux de pluie.

L'INRH est l'institution cubaine qui dirige la mise en œuvre et la généralisation des résultats du projet CARIBSAN dans le secteur de l'eau. Cuba est une île tropicale, où les conditions sont propices à la prolifération de vecteurs et d'organismes pathogènes, et où les systèmes de traitement des eaux usées sont insuffisants par rapport à la quantité d'eau consommée. À La Havane, la capitale du pays, 1 580 208 habitants (74,11 %) disposent d'un service d'égouts et seuls 768 126 d'entre eux bénéficient de ce service géré de manière sûre (ODD 6.2.1). Bien que cet indicateur ait connu une évolution favorable depuis 2015, **la forte dégradation des réseaux d'assainissement et la forte densité de population provoquent l'effondrement de ces systèmes qui finissent par se déverser dans les cours d'eau naturels et sont sources de pollution.** La mise en œuvre de solutions de traitement des eaux usées est souvent coûteuse et implique des investissements de construction et de maintenance qui nécessitent un financement externe, auquel nous avons difficilement accès en raison des limitations imposées par le blocus économique, commercial et financier inhumain du gouvernement américain. **La mise en œuvre de la technologie dans le cadre de CARIBSAN, par opposition aux stations d'épuration conventionnelles, est plus économique et plus durable.**

Le projet CARIBSAN est une opportunité d'améliorer la couverture sanitaire

à Cuba et dans la région, car les pays des Caraïbes partagent des conditions climatiques et des problèmes d'eau similaires ; par conséquent, les solutions sont également communes. **Unissons nos efforts pour promouvoir et mettre en œuvre la solution des filtres plantés de végétaux pour le traitement des eaux usées en tant que solution écologique, particulièrement adaptée au climat tropical et au contexte insulaire.**

Pour contribuer à ces efforts, outre la construction de la première station de filtres plantés de végétaux à La Havane, qui bénéficiera à environ 2 000 habitants du quartier de Pogolotti dans la municipalité de Marianao, en tant que précédent à sa généralisation au reste du pays, l'INRH évoque et étend à la région des Caraïbes les paroles prononcées par Miguel Díaz-Canel Bermúdez, président de la République de Cuba, lors du vingt-huitième sommet ibéro-américain qui s'est tenu à Saint-Domingue :

"Nous sommes disposés à mettre à la disposition de la communauté ibéro-américaine **un programme de formation et de renforcement des capacités techniques, spécialisé dans la gestion et le développement intégrés de l'eau, avec des cours de troisième cycle, de maîtrise et de doctorat dans les universités cubaines.**"

Je réitère mes remerciements pour le soutien reçu par la communauté de la Caraïbe et j'espère que nous pourrons étendre cette collaboration à l'avenir.

Je vous remercie de votre attention.





**Sylvie GUSTAVE-DIT-DUFLO**  
**Présidente de l'Office Français de la**  
**Biodiversité, Vice-Présidente de la**  
**Région Guadeloupe**

Madame la Secrétaire d'État à la Biodiversité, Bérangère Couillard,  
Monsieur Lucien Saliber, Président de l'Office de l'Eau de la Martinique,  
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,  
C'est en ma qualité de Présidente de l'Office Français de la Biodiversité que  
je vous parle ce matin, même si on peut inclure également mes fonctions  
de Présidente du Comité de l'Eau et de la Biodiversité de Guadeloupe, et  
également Vice-Présidente de la Région Guadeloupe, en charge des  
questions environnementales.

La question de l'assainissement est une question fondamentale ;  
**aujourd'hui, l'assainissement est devenu une question**  
**particulièrement préoccupante sur nos territoires antillais.** 70% de nos  
stations d'épuration dysfonctionnent, et rejettent des eaux non-conformes  
dans nos milieux aquatiques naturels et marins ; c'est une véritable  
catastrophe qui impacte les récifs coralliens et, plus largement, notre  
biodiversité marine, nos récifs, nos herbiers phanérogames, notre  
mangrove.

Le projet CARIBSAN, c'est une vraie lueur d'espoir : celle de pouvoir **mettre**  
**en place des stations robustes, et des solutions fondées sur la nature.**  
Aujourd'hui, nous avons effectivement des syndicats qui sont en charges  
de cette question de l'eau et de l'assainissement, et probablement, il  
faudra, sur nos territoires, passer d'un paradigme au coût technologique et  
aux coûts d'exploitations énormes à des stations d'épurations beaucoup  
plus robustes et beaucoup plus adaptées à notre bio-géographie.

Rappelons que nous sommes des territoires qui sommes soumis à des aléas climatiques importants, comme les cyclones ou les séismes.

De ce fait, la phyto-épuration apparaît comme une solution beaucoup plus adaptée pour nos territoires. Permettez-moi d'être envieuse de la Martinique, qui a beaucoup avancé sur le sujet, parce que j'aimerais également que sur le territoire de la Guadeloupe nous puissions avancer de même pas. Si le traitement collectif est à revoir, il y a également un véritable enjeu à aller sur l'assainissement non-collectif ; aujourd'hui, personne ne sait, dans les foyers, comment cela se passe. Il est vrai que nous avons des méthodes classiques, mais il me semble que là-dessus, **il devrait y avoir une vraie coopération entre les Offices de l'Eau en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane, pour également déployer ces solutions de stations d'épuration de filtres plantés à l'échelle domestique.** Il me semble également que nous devrions aller vers ce pas, et en ma qualité de présidente du conseil d'administration de l'Office Français de la Biodiversité, il me semble que cela serait une excellente solution pour nos territoires.

D'ailleurs, nous sommes tellement conscients que la question de l'assainissement devient prégnante que, avec l'autorisation du Secrétariat d'État à la Biodiversité, mais également du Ministère de la Transition Écologique et de la Transition des Territoires ainsi que du Ministère des Outremer, nous avons décidé d'augmenter le taux d'aide d'intervention sur l'assainissement qui est passée à **30% de taux d'aide effective sur tous les projets d'assainissement.**

Je ne serai pas plus longue: je souhaite juste vous rappeler que l'assainissement est un enjeu majeur. Nous regarderons avec beaucoup d'intérêt les interactions qui auront lieu lors de CARIBSAN, les résultats obtenus, et surtout comment les déployer de manière concrète, efficace et en peu de temps sur nos territoires qui souffrent, très durement, de ce défaut d'assainissement.

Merci.



**Pauline ANTOINE-PROSPERE**  
**Secrétaire d'État auprès du ministre**  
**de l'éducation, du développement**  
**durable, de l'innovation, des sciences,**  
**de la technologie et de la formation de**  
**Sainte-Lucie**

Luc Clémenté, maire de Schoelcher,  
Eric Tardieu, Secrétaire Général du Réseau International des Organismes  
de Bassin,  
Roland Dubertrand, Ambassadeur pour la coopération régionale dans  
l'espace atlantique,  
Louis Patrick Hill, président du conseil d'administration de DOWASCO,  
représentant de la Dominique,  
Bladimir Matos Moya, Vice-président de l'INRH, représentant de Cuba,  
Sylvie Gustave-dit-Duflo, présidente de l'Office français de la biodiversité  
et vice-présidente de la région Guadeloupe,  
Lucien Saliber, Président de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale de  
Martinique et de l'Office de l'Eau de Martinique,  
Bérangère Couillard, Secrétaire d'Etat à l'Ecologie,  
Directeurs généraux des services d'eau et d'assainissement,  
Scientifiques, Techniciens, Distingués Invités, Mesdames et Messieurs,  
Je vous salue de la part du peuple et du gouvernement de Sainte-Lucie.  
L'honorable Shawn Edwards, ministre de l'éducation, du développement  
durable, de l'innovation, des sciences, de la technologie et de la formation  
professionnelle, et l'honorable Stephenson King, ministre des  
infrastructures, des ports, des transports, du développement physique et  
de la rénovation urbaine, se sont tous deux excusés en raison  
d'engagements antérieurs et ont renouvelé l'assurance de notre  
engagement en faveur du projet CARIBSAN.

Je suis profondément reconnaissante d'avoir été déléguée par le gouvernement de Sainte-Lucie pour participer à cette conférence internationale CARIBSAN.

Nous souhaitons réitérer notre reconnaissance pour le soutien des agences qui ont financé le projet CARIBSAN (Caribbean Sanitation Nature), à savoir le Programme INTERREG - Caraïbes de l'Union Européenne, l'Office International de l'Eau de France et les Offices de l'Eau de la Martinique et de la Guadeloupe.

Nous nous réjouissons de l'opportunité de collaborer avec nos voisins des départements français d'outre-mer des Caraïbes (Martinique et Guadeloupe) qui sont maintenant membres associés de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS), et avec notre autre homologue de l'OECS, le Commonwealth de la Dominique.

C'est également un grand honneur d'accueillir l'Institut National de Ressources Hydrauliques (INRH) de Cuba pour ce projet historique.

**CARIBSAN a prouvé que la langue n'est pas un obstacle à la collaboration entre les États des Caraïbes.** La première phase du projet a été mise en œuvre de manière transparente, en trois langues : le français, l'espagnol et l'anglais.

Nous sommes des peuples insulaires qui font face à des vulnérabilités similaires au changement climatique et aux chocs exogènes.

Le programme d'action de la Barbade pour le développement durable des Nations unies de 1994 (Barbade) nous a classés parmi les petits États insulaires en développement (PEID). **En raison de notre petite taille, de notre isolement et de la fragilité de nos écosystèmes, nous sommes parmi les plus menacés au monde.**

Récemment, la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, nous a décernés le titre de grande nation océanique. Cela signifie donc que **dans la poursuite de notre programme de développement, une attention particulière doit être accordée à la protection de notre environnement, aux moyens de subsistance des populations et à la gestion intégrée de nos ressources naturelles.**

L'importance du traitement des eaux usées va au-delà de la santé humaine et de l'écosystème. Il peut contribuer à la viabilité économique à long terme de nos économies caribéennes en raison de notre dépendance à l'égard du tourisme côtier et des industries de la pêche.

Le projet CARIBSAN est une intervention opportune qui s'inscrit dans la politique du gouvernement de Sainte-Lucie, telle qu'elle a été formulée dans notre manifeste électoral de 2021, qui promet d'accorder la priorité aux citoyens, comme nous l'avons déclaré à la page 18 :

"En tant que petit État en développement, **il est impératif que la protection de notre environnement, l'utilisation efficace des ressources et l'inclusion sociale restent une partie intégrante de nos stratégies de développement si nous voulons avoir une économie durable.** Un gouvernement travailliste s'engagera à faire ce qui suit...

...Aider à créer **une culture nationale qui apprécie le lien inéluctable entre les besoins humains et les impératifs environnementaux** si nous voulons assurer un développement durable."

Je crois savoir que le concept des filtres plantés de végétaux a été mis en œuvre avec succès à la Martinique depuis 2017. Compte tenu de nos liens historiques et géographiques avec les Antilles françaises, nous remercions l'ODE de partager son expérience avec nous.

**Le renforcement de la coopération internationale est essentiel pour que tous les pays puissent lutter contre le changement climatique.**

Les partenariats entre pairs dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement constituent un moyen complémentaire de relever ce défi mondial et sont nécessaires pour mettre en œuvre des modalités traditionnelles et innovantes d'atténuation et d'adaptation.

Je crois savoir que le projet a déjà franchi des étapes importantes, telles que la sélection des sites dans les pays participants, la formation des techniciens aux technologies de traitement des eaux usées dans les zones humides construites, et l'évaluation géologique et environnementale des sites sélectionnés.

Le gouvernement de Sainte-Lucie est heureux que le partenariat entre CARIBSAN et la WASCO contribue à résoudre les problèmes de gestion des eaux usées à Black Bay, dans la ville de Vieux Fort à Sainte-Lucie.

Nous sommes impatients de participer à la visite officielle du site avec l'équipe de CARIBSAN, l'ambassadeur de France à Sainte-Lucie et à l'OECS et le directeur général de l'OECS.

**Les services d'eau et d'assainissement sont en première ligne face à la myriade de défis climatiques et environnementaux.** Les services publics sont essentiels pour atteindre l'objectif 6 du développement durable



**durable, en fournissant une eau sûre, abordable, accessible et en quantité suffisante**, tout en améliorant la qualité de l'eau, l'efficacité de l'utilisation de l'eau, la protection des bassins versants et l'assainissement.

Nous nous réjouissons de l'opportunité pour nos opérateurs de la WASCO d'être encadrés dans l'utilisation de technologies alternatives dans le traitement des eaux usées telles que les filtres plantés de végétaux.

Nous sommes enthousiasmés par les perspectives d'adoption de cette solution naturelle pour le traitement des eaux usées. À en juger par les brochures et les photographies que j'ai vues, l'utilisation d'oiseaux de paradis dans le filtre semble être visuellement attrayante.

L'un des principaux avantages de la mise en œuvre d'un tel système de traitement naturel des eaux usées peut être **la réduction des coûts d'investissement, d'exploitation et d'entretien par rapport à d'autres technologies physiques/chimiques de traitement des eaux usées "grises"**. En outre, il existe un potentiel d'avantages connexes tels que la création d'habitats, le stockage du carbone et l'offre de possibilités de loisirs (par exemple, l'observation des oiseaux).

Nous sommes déterminés à relever les nombreux défis liés à la gestion des eaux usées à Sainte-Lucie. **Il est impératif d'établir des partenariats, car nous ne pouvons pas mener seuls les batailles actuelles et à venir.**

Le projet CARIBSAN est un bon modèle de partenariat entre les gouvernements, les organismes donateurs, l'industrie de l'eau et les universités pour trouver des solutions à nos défis climatiques et environnementaux.

Au nom du peuple et du gouvernement de Sainte-Lucie, je souhaite féliciter l'équipe organisatrice et les partenaires multidisciplinaires pour les résultats de la première phase du projet CARIBSAN et réaffirmer notre engagement à travailler avec toutes les parties prenantes pour la réussite du projet.

Nous apprécions grandement la forte collaboration entre les partenaires du CARIBSAN pour **faire avancer la transition vers une Caraïbe résiliente, verte, durable et circulaire, avec la paix et la prospérité pour les gens et pour la planète.**

Merci beaucoup.



**Lucien SALIBER**  
**Président de l'Office de l'Eau de la**  
**Martinique et de l'Assemblée de la**  
**Collectivité Territoriale de la**  
**Martinique**

Madame la secrétaire d'Etat Française en charge de l'écologie,  
Madame la secrétaire d'Etat en charge du développement durable de  
Sainte Lucie,

Madame la vice-présidente de la Région Guadeloupe – chère Sylvie,  
Monsieur le Maire de Schoelcher, président de la CACEM - cher Luc,

Monsieur le représentant du président de l'INRH de Cuba,

Monsieur le président de la DOWASCO de la Dominique,

Mesdames et messieurs les élus,

Monsieur le représentant de l'ambassadeur chargé de la coopération en  
zone Atlantique,

Madame la représentante du préfet de la Martinique,

Mesdames et messieurs les directeurs d'administration et membres des  
délégations représentants de tous les pays ici présents,

Mesdames et messieurs les partenaires techniques et financiers au projet  
CARIBSAN,

Mesdames et messieurs,

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue à la première conférence  
CARIBSAN qui se tient en Martinique !

J'ai l'honneur de représenter ici Monsieur Serge LETCHIMY, président de  
Conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Martinique, qui vous prie de  
bien vouloir accepter ses excuses, il n'a pas pu être présent, malgré tout  
l'intérêt qu'il porte à ce beau projet.

Aujourd'hui nous avons souhaité réunir les acteurs caribéens du secteur de

l'eau et de l'assainissement en Martinique, à l'occasion de cette conférence régionale CARIBSAN. Nous sommes 15 pays représentés ici à Madiana, et cela même, est déjà un grand succès, tant il est compliqué de se déplacer en Caraïbes. **Je vous remercie toutes et tous pour votre chaleureuse présence !**

Cet événement vise d'abord à rassembler les frères caraïbéens autour d'une problématique que nous partageons tous ! **Cette problématique est l'assainissement.**

Si nous ne voulons pas laisser à nos enfants des littoraux pollués, des problématiques sanitaires graves, nous nous devons de trouver des solutions aujourd'hui. C'est parce que nous, en nos qualités de décideurs publics caraïbéens, avons une responsabilité immense, que nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre que vienne de l'extérieur ce que nous pouvons faire nous même dans nos territoires. **Nous devons nous-même agir fort et maintenant !**

Certains chiffres doivent nous alerter : **environ 70% de la population de la région des Caraïbes n'a pas accès à des installations sanitaires sûres et à des services de traitement des eaux usées adéquats.** On estime que 63% des eaux usées sont rejetées dans l'environnement sans avoir été traitées. Cela entraîne une pollution massive des milieux aquatiques. Notre mer des Caraïbes est le principal réceptacle de cette pollution qui est du fait de l'homme. Les conséquences environnementales, économiques, sanitaires et sociales sont considérables. La Martinique ne fait pas exception à ce constat. Les chiffres en matière d'assainissement parlent d'eux-mêmes : **15% de conformité pour l'assainissement collectif et 10% seulement pour l'assainissement non collectif.** Retenez que pour réhabiliter une fosse septique individuelle en Martinique il faut entre 10 000 et 15 000 euros ! Ce budget est insoutenable pour la majorité des familles martiniquaises.

Bien évidemment les situations ne sont pas égales sur toutes les stations d'épuration et les chiffres doivent être nuancés. **De même ces chiffres ne veulent pas dire que 85 % de stations d'épuration en Martinique ne fonctionnent pas du tout. Ils signifient que 85% des stations affichent un défaut administratif ou technique au regard de la loi française et européenne.**

Au-delà de ces chiffres, je souhaite simplement vous illustrer par l'exemple

de la Martinique, qu'il est urgent d'agir et de trouver des solutions adaptées à nos territoires pour résoudre de manière pérenne cette problématique. Cette situation de l'assainissement dans nos pays n'est pas le fait du hasard. Certains faits historiques peuvent en partie l'expliquer : je veux parler de notre histoire politique issue de la colonisation. L'Etat centralisateur n'a pas toujours placé l'assainissement et la protection de notre environnement et de notre biodiversité remarquable en position de priorité nationale, nous avons donc perdu du temps, beaucoup de temps. Je salue néanmoins certaines évolutions ; aujourd'hui nous avons des cadres pour agir, même si tout n'est pas parfait.

Alors qu'après la seconde guerre mondiale, la France se redressait et mettait en œuvre un plan massif pour sa reconstruction et pour la réhabilitation de toutes ces infrastructures majeures y compris les infrastructures d'eau et d'assainissement, nos territoires français de la Caraïbe ont été oubliés. **On ne peut pas rattraper 70 ans en 10 ans. C'est impossible.**

De la même manière l'histoire montre que notre urbanisation, l'aménagement de nos territoires, n'ont pas toujours été encadrés, ce qui conduit aujourd'hui à ce que nous appelons **l'émiettement de notre habitat** : des maisons en haut des mornes ou dans les fonds. On ne peut pas faire passer un réseau pour 2 ou 3 maisons, cela coûte trop cher.

Notre géographie escarpée, nos risques naturels (tremblements de terre et cyclones, pour ne citer que cela : il n'y a que les avalanches de neige que nous ne connaissons pas), rendent plus difficile la construction d'infrastructures collectives et a conduit à un usage massif des fosses septiques individuelles. Cette situation va durer car tous les Martiniquais ne pourront accéder à un réseau collectif.

Enfin, puisqu'il faut parler de financements, je dois admettre que sans argent tout est plus compliqué. Il convient de souligner que l'assainissement contrairement à l'eau potable, n'a pas toujours obtenu des financements dédiés et à la hauteur des enjeux. Ce n'est que depuis moins de 10 ans que des fonds publics sont fléchés de manière significative et spécifique sur ces questions. Je salue cette avancée et il nous appartient aujourd'hui de saisir ces opportunités et c'est ce que nous faisons avec le projet CARIBSAN.

**En Martinique, la règle de « l'eau paye l'eau » ne fonctionne pas et je**



**dirai que celle de « l'assainissement paye l'assainissement » n'est même pas envisageable.** Il faut du financement dédié et massif pour les assainissements et notamment pour la réhabilitation des fosses septiques individuelles.

Voici brossé de manière très brève une partie du regard que je porte sur l'assainissement en Martinique, en effet je ne peux me résoudre à conseiller les autres, sans avoir une analyse critique de ce qui se passe sur mon propre territoire.

Je souhaite affirmer que les Caraïbéens ne sont pas des inconscients, insoucieux de la nature et de leur environnement, ou des « malpropres » comme on dit chez nous. **Ils veulent comme tous les êtres humains de la planète avoir accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ils y ont droit et c'est un droit universel !**

L'assainissement aujourd'hui ce sont des enjeux de changement climatique face auxquels nos territoires sont très vulnérables, des enjeux environnementaux, des enjeux sanitaires, des enjeux sociétaux, des enjeux d'éducation. **Nous devons convaincre nos populations pour faire évoluer leur comportements.**

Aussi chers amis de la Caraïbe, il nous faut **accélérer notre coopération dans tous les domaines qui nous sont offerts, et pour lesquels nous avons intérêt à agir.** C'est le message que je souhaite vous passer au nom du président Serge Letchimy. Je souhaite vous dire également que la **Collectivité Territoriale de Martinique soutient pleinement le projet CARIBSAN !**

L'Office de l'Eau Martinique que je préside est le chef de file de CARIBSAN, et avec notre partenaire et coordinateur l'Office International de l'Eau (j'en profite pour saluer la présence ici de son directeur général, Eric TARDIEU), nous voulons **œuvrer à vos côtés pour faciliter cette coopération,** afin que des solutions innovantes, fondées sur la nature, écologiques, robustes, adaptées à nos climats tropicaux, adaptées aux risques sismiques et cycloniques, des solutions économiques, correspondant à nos moyens, soient mises en œuvre pour l'assainissement dans la Caraïbe. **C'est l'objectif principal du projet CARIBSAN ! Qui pourrait nous empêcher de le faire ?**

Au cours de cette conférence les techniciens auront l'occasion de vous présenter un état d'avancement de ce projet qui a démarré en septembre



2021, je ne vous en dirai pas davantage. Mais vous verrez que beaucoup de choses ont déjà été faites et de manière très opérationnelle (j'en profite pour saluer le travail de cette équipe d'ingénieurs et d'experts de 5 pays différents, ils sont une quarantaine à y travailler pleinement). **Ce ne sont pas que des discours, nous voulons agir concrètement.**

Nous avons certes besoin de nous rencontrer pour échanger, pour communiquer et pour mieux se connaître, cela est très important pour moi. Mais sachez que le travail de terrain se construit à Cuba, à Sainte Lucie, à la Dominique. **Ces pays seront les premiers territoires partenaires au projet, non français, à accueillir la construction de stations d'épuration selon le process CARIBSAN ; c'est-à-dire avec une technique de filtres plantés végétaux !**

Mesdames et messieurs, chers amis vous l'avez compris, CARIBSAN est un projet multi partenarial, regroupant aujourd'hui 5 pays, financé par des fonds européens et français, mais également Guadeloupéens et Martiniquais, avec pour objectif de **développer la coopération entre acteurs de la Caraïbe pour promouvoir et déployer la solution des filtres plantés de végétaux en assainissement.**

CARIBSAN, **c'est nous, partenaires caraïbéens**, et nous n'avons pas le droit d'échouer sur des sujets qui mettent en jeu l'avenir de nos enfants !

Je souhaite vivement remercier nos partenaires financiers, le guichet INTERREG Caraïbes, piloté par la région Guadeloupe, l'AFD, l'Office de l'Eau de la Guadeloupe. **Sans ces fonds, l'envergure de notre action ne pourrait pas être la même.**

Permettez-moi enfin de remercier les équipes techniques de l'ODE Martinique, sa directrice générale, les équipes techniques de l'Office international de l'eau, mais également celles de Madiana qui nous accueille. Ils ont tous fourni un travail acharné pendant plusieurs semaines afin que cette conférence soit une réussite

**Merci à toutes et tous et bons travaux !**



**Bérangère COUILLARD**  
**Secrétaire d'Etat chargée de**  
**l'Ecologie auprès du ministre de la**  
**Transition écologique et de la**  
**Cohésion des territoires**

Madame la Ministre de Sainte-Lucie,  
Monsieur le Député,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de la Collectivité Territoriale,  
également Président de l'Office de l'Eau,  
Madame la Présidente du Conseil d'Administration de l'Office Français de la  
Biodiversité,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents pays et territoires  
présents aujourd'hui,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite avant toute chose avoir un mot de soutien pour Cuba et  
également pour ses habitants, qui rencontrent des moments difficiles suite  
aux pluies diluviennes qui ont touché le pays pendant plusieurs jours.

Je suis, évidemment, très heureuse d'introduire cette conférence  
régionale, qui permettra de présenter les premiers résultats du projet  
CARIBSAN et la poursuite des travaux. Cette journée, qui promet d'être  
riche en échanges sera aussi l'occasion de partager nos réflexions et nos  
idées pour faire du développement durable un outil de coopération dans la  
Caraïbe. Pour moi, c'est une opportunité de mettre en lumière ce beau  
projet de coopération dont nous pouvons être collectivement très fiers.

Ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est une conviction, je pense, partagée  
avec vous tous dans cette salle : **la ressource en eau est précieuse.**  
**Précieuse pour nos écosystèmes, précieuses pour notre santé,**  
**également précieuse pour notre économie.** Quand on parle d'eau, on

pense également, avant toute chose d'ailleurs, à l'accès à l'eau potable, qui est, nous le savons, un besoin essentiel. Mais l'assainissement, c'est aussi prendre soin de cette ressource ; le traitement performant des eaux usées est primordial pour préserver la qualité de l'eau. C'est un enjeu sanitaire pour prévenir la diffusion de pathogènes et également garantir la qualité des eaux de baignade. C'est aussi un enjeu écologique pour protéger la biodiversité écologique et marine. Lorsqu'un système d'assainissement est défaillant, il constitue une source de pollution diffuse qui impacte directement le milieu naturel. **Dans certains territoires, les défauts d'assainissement sont l'une des principales causes supposées de la dégradation des récifs coralliens.** A ce titre, je tiens ici à saluer la nette amélioration de la qualité des eaux de baignade sur le territoire de la Martinique ces dix dernières années : c'est le résultat d'une politique volontariste des élus du territoire.

Il faut pour autant souligner la nécessité de soutenir les efforts partout. En France, 14% des stations de traitement ne sont pas conformes, avec de fortes disparités territoriales : **à l'échelle des Caraïbes, 70% de la population n'a pas accès à des services de traitement des eaux adéquats.** Il nous faut apporter à nos concitoyens des solutions concrètes, à la fois en investissant dans la mise aux normes des structures existantes, mais aussi en innovant. Pour cela, nous devons prendre en compte les spécificités de chaque territoire. En moyenne, en France, nous avons largement recours à l'assainissement collectif : plus de 90% des abonnés sont desservi par des réseaux de collecte des eaux usées. En Martinique, c'est seulement 42% : l'assainissement non-collectif occupe une place importante comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Président. Il faut donc trouver des solutions adaptées à l'habitat diffus.

De même, **il faut tenir compte du contexte naturel et climatique, et en l'occurrence ici, d'un climat tropical.** On ne déploiera pas les mêmes solutions opérationnelles dans mon département en Gironde, ou bien en Bretagne, que celles que nous déploierons en Martinique. J'ai la conviction profonde que les solutions fondées sur la nature doivent être davantage explorées. Il nous appartient de mieux capitaliser sur le potentiel qu'offre le vivant, et particulièrement le végétal : car dans la nature, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. **Si l'on veut construire une réelle économie circulaire, la nature peut être source d'inspiration, et aussi**

## de solutions.

Le projet CARIBSAN s'inscrit aussi dans le cadre d'une coopération fructueuse. Face à des problématiques locales communes, il nous rappelle une banalité que nous avons parfois oublié : pour réussir pleinement et innover, nous devons unir nos forces. Ce projet bénéficie d'un soutien financier fort de l'Union Européenne, via le programme Interreg, qui vise justement à promouvoir les coopérations régionales et le développement de solutions communes dans le développement urbain, rural et côtier, du développement économique et de la gestion de l'environnement. Et CARIBSAN profite également de l'expertise technique apportée par des États voisins, comme Cuba, la Dominique et Sainte-Lucie, que je salue ici : ce sont des retours d'expérience, ces échanges croisés, qui nous permettent de progresser sur des problématiques environnementales communes et qui ne s'arrêtent pas, nous le voyons bien, aux frontières.

J'ai participé, en mars, à la conférence onusienne sur l'eau, qui a permis de rappeler le caractère universel des préoccupations en matière d'accès à l'eau potable, et plus largement, de la ressource. J'en retiens notamment **la conviction, de plus en plus répandue, que nous devons travailler sur le cycle complet de l'eau, douce et salée, pour une meilleure articulation des politiques de l'eau.** C'est une position défendue de longue date par la France, qui trouve forcément un écho tout particulier dans ces belles îles de la Caraïbe. J'ai également promu l'action internationale de la France pour l'eau et l'assainissement, qui repose notamment sur la coopération bilatérale, souvent menée par les agences et les offices de l'eau, ainsi que sur la nécessité de la gestion intégrée des ressources à l'échelle des bassins versants. L'État français investit aux côtés des collectivités pour améliorer les performances de l'assainissement. Le président de la République a lancé le 30 mars dernier un grand plan national sur l'eau : dans ce cadre, **35 millions d'euros par an supplémentaire seront investis dans les outremer en faveur de l'eau potable et de l'assainissement.** De plus, nous allons également mobiliser le plan d'investissement France 2030 qui est un plan massif pour soutenir l'innovation, l'industrie et également la transition écologique. Ce soutien à l'investissement des entreprises françaises concernera toute la chaîne de valeur des usages liés à l'eau, y compris à l'assainissement. Les porteurs de projets de CARIBSAN, au premier rang desquels l'Office de l'Eau de la

Martinique, seront consultés évidemment, au préalable, dans la conception de l'appel d'offre, fléché spécifiquement sur l'innovation et sur l'eau dans les outre-mers. Ce pourra être une réponse très concrète pour opérationnaliser et dupliquer les solutions développées dans le cadre du projet CARIBSAN.

Le plan eau vise aussi à accompagner la structuration de la gouvernance de l'eau. La gestion de l'eau nécessite des moyens humains, de l'expertise, et aussi des capacités d'investissement : c'est pourquoi **la mutualisation des compétences à la bonne échelle est fondamentale à la mise en œuvre des solutions techniques pertinentes**. L'objectif est clair : ces solutions doivent se concrétiser sur les territoires. Parce que l'eau est devenue source de vie, parce qu'elle est devenue une préoccupation majeure pour nos concitoyens, je crois sincèrement que ce sujet peut nous rassembler, et que nous devons développer la coopération internationale.

Je suis convaincue que **le projet CARIBSAN nous aidera à progresser collectivement, à trouver et à déployer des solutions opérationnelles au service des concitoyens et de la préservation de la nature**. Nous sommes très nombreux à croire en ce projet, et je compte sur vous pour votre détermination, pour le mener jusqu'à son succès. Je tiens à remercier les équipes qui ont organisé cet événement : cela a été rondement mené, et je tenais évidemment à les remercier. Je vous souhaite une excellente conférence régionale et vous remercie pour votre attention.





**Lucien SALIBER**  
**Président de l'Office de l'Eau de la**  
**Martinique et de l'Assemblée de la**  
**Collectivité Territoriale de la**  
**Martinique**

## **DISCOURS DE CLÔTURE**

Madame la secrétaire d'Etat Française en charge de l'écologie,  
Madame la secrétaire d'Etat en charge du développement durable de  
Sainte Lucie,

Madame la vice-présidente de la Région Guadeloupe – chère Sylvie,  
Monsieur le Maire de Schoelcher, président de la CACEM - cher Luc,

Monsieur le représentant du président de l'INRH de Cuba,

Monsieur le président de la DOWASCO de la Dominique,

Mesdames et messieurs les élus,

Monsieur le représentant de l'ambassadeur chargé de la coopération en  
zone Atlantique,

Madame la représentante du préfet de la Martinique,

Mesdames et messieurs les directeurs d'administration et membres des  
délégations représentants de tous les pays ici présents,

Mesdames et messieurs les partenaires techniques et financiers au projet  
CARIBSAN,

Mesdames et messieurs,

Il m'appartient de clôturer cette manifestation, et je remercie celles et ceux  
qui ont pu rester jusqu'à la fin de cette première journée. Cette conférence  
a été très riche en échanges, en information et en propositions. Elle a été  
de haute qualité technique ! Nous avons dans nos territoires des  
professionnels au niveau de nos ambitions ! **Je souhaite remercier tous  
les participants et intervenants d'aujourd'hui. Grace à vous, nos**

**travaux ont été fructueux, dynamiques et de haut niveau ! Merci !**

Nos échanges se sont déroulés dans les trois langues de la Caraïbe et parfois en créole avec certains. Dans toutes les situations nous avons réussi à nous comprendre et c'est ce que je retiens ! **Merci à tous pour les efforts consentis**, merci aux traducteurs pour le travail formidable qu'ils font. Merci à l'animation rigoureuse qui nous a permis de tenir nos objectifs. Normalement à cette heure nous avons tous progressé en français, en anglais ou en espagnol !

Mesdames et messieurs, chers amis, ce premier forum CARIBSAN marque un tournant pour notre projet et **annonce le début d'une deuxième phase** qui mettra à profit les résultats obtenus lors des études préliminaires et les savoirs acquis lors des formations pour poursuivre l'implantation des filtres plantés végétaux sur les sites pilotes qui ont été choisis.

Le travail continue, il prendra une forme encore plus opérationnelle car il s'agira de faire sortir de terre ces stations d'épuration écologiques. Les équipes techniques de l'office international de l'eau mais également de l'office de l'eau Martinique poursuivront leurs travaux afin de concourir aux moyens de cette seconde phase. Le travail sera soutenu.

Je prends le pari que la prochaine fois nous nous retrouverons sur le terrain dans l'un des pays partenaires à Cuba à la Dominique ou à sainte Lucie, pour visiter une station de traitement CARIBSAN.

Je souhaite aussi passer un message à tous les pays qui ont fait le déplacement et qui ne sont pas encore membres à part entière de CARIBSAN. Sachez que vous serez au fur et à mesure inclus au projet si votre intérêt se confirme. La forme de cet élargissement des partenariats dans CARIBSAN vous sera présentée ultérieurement. **Retenez que nous voulons embarquer toute la Caraïbe dans cette démarche écologique pour notre assainissement.**

Demain nous nous retrouvons tous sur le terrain, pour visiter des infrastructures martiniquaises qui fonctionnent avec des filtres plantés végétaux dans le sud de l'île. D'autres projets sont en cours d'émergence. Je vous souhaite d'ores et déjà de bonnes visites en espérant que vous en tirerez expérience et inspiration pour vos territoires. Enfin j'aurai le plaisir de saluer ceux que je n'ai pas pu rencontrer en journée, pendant le cocktail tout à l'heure à l'hôtel batelière où je serai heureux de vous retrouver.

**Merci et Bonne soirée à toutes et tous ! A demain !**